

OUVERTURE OFFICIELLE

Juanan Gutiérrez Lazpita, Président d'Euromontana ; João Sobrinho Teixeira, Président d'IPB et Hernâni Dias, Maire de Bragança ; Célia Ramos, Secrétaire d'Etat portugaise à l'aménagement des espaces et à la conservation de la nature ont accueilli les participants pour ces X^{èmes} Assises européennes de la montagne organisées à Bragança au Portugal.



Session 1 : Le changement climatique dans les politiques mondiales et européennes

COMMENT LES MONTAGNARDS PEUVENT-ILS S'ADAPTER ET ATTÉNUER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ZONES DE MONTAGNE ? JUANAN GUTIÉRREZ LAZPITA, PRÉSIDENT D'EUROMONTANA



Le Président d'Euromontana a expliqué pourquoi les X^{èmes} Assises européennes de la montagne étaient organisées sur le thème de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique. Afin que les montagnards puissent mieux se préparer aux changements attendus, cette conférence a pour objectifs d'avoir **une meilleure compréhension des impacts du changement climatique** dans les zones de montagne ; d'avoir **une meilleure vision d'ensemble des stratégies intégrées d'atténuation et d'adaptation** déjà adoptées au sein de différentes chaînes de montagnes en présentant des stratégies nationales, régionales et locales contre le changement climatique. Cette conférence permettra également **d'explorer les réponses et les actions données par des acteurs de montagne** pour réduire les impacts du changement climatique et pour profiter des opportunités offertes. **Des ateliers thématiques permettront de partager les bonnes pratiques et d'échanger entre les nombreux acteurs présents** (agriculteurs, chercheurs, environnementalistes, représentants de PME, élus locaux et régionaux...). Enfin, ces Assises permettront de **développer la stratégie future d'Euromontana** pour faire face au changement climatique.

COP 21 : LE SUCCÈS DE L'ACCORD DE PARIS ET LES DÉFIS POUR L'ÉCONOMIE GLOBALE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, GÉRARD VIATTE, ANCIEN DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE AU SEIN DE L'OCDE ET ANCIEN CONSEILLER SPÉCIAL À LA FAO ([présentation disponible ici](#))

Gérard Viatte a présenté la **COP21** et pourquoi il considère **l'Accord de Paris** qui en résulte comme un succès et comme un exemple de négociation internationale réussie et ambitieuse. Il a ensuite présenté les nombreux défis sur le plan **économique** mais également sur le **plan de la gestion des ressources naturelles** avec à la fois un volet environnemental et un volet **sécurité alimentaire**. Enfin, il a présenté la **préparation de la COP22** en insistant sur son importance pour les négociations internationales, mais aussi pour les politiques nationales et les acteurs du secteur privé.



Selon lui, le succès de cet accord holistique et différencié ne pourra être complet qu'à condition d'avoir des répercussions sur les **politiques nationales et régionales** qui se doivent d'être **cohérentes** (pour prendre en compte toutes les politiques économiques, sociales et environnementales ensemble), **participatives** (avec des partenariats public-privé), **liées à une dimension territoriale** (d'une importance très forte pour les zones de montagne). Elles doivent également être portées par des **cadres institutionnels** qui permettent une mise en œuvre efficace des politiques ; être basées sur des preuves solides liées à une **recherche scientifique multidisciplinaire** et être **innovantes**.

Il est important de montrer comment la montagne est un élément clé dans un certain nombre de problèmes identifiés (gestion des pâturages, agroforesterie, gestion des ressources naturelles par exemple) et Gérard Viatte recommande de garder une approche transversale plutôt que régionalisée et **d'encourager les Etats à inclure dans leurs accords nationaux des éléments spécifiques sur comment la montagne peut contribuer à l'adaptation au changement climatique**.

DES POLITIQUES NATIONALES AMBITIEUSES POUR COMBATTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, CÉLIA RAMOS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT PORTUGAISE À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES ET À LA CONSERVATION DE LA NATURE



Célia Ramos a expliqué l'action du Portugal concernant l'adaptation au changement climatique. Son pays doit signer l'Accord de Paris dans les prochains jours et une **stratégie d'adaptation a été définie au niveau national** avec des outils pour la mettre en œuvre. Cette stratégie se base sur la gestion des sols et une gestion des risques et des désastres naturels ainsi que sur une augmentation de la végétation pour mieux s'adapter à ces changements.

Le Portugal étant un pays particulièrement sensible aux **feux de forêts**, la stratégie d'adaptation se concentre également sur une meilleure gestion des feux ainsi qu'une meilleure gestion des combustibles, fuels carburant, des forêts et des zones abandonnées afin d'éviter la désertification des zones rurales et de montagnes.

RUMRA : UN INTERGROUPE AU PARLEMENT EUROPÉEN POUR METTRE LES MONTAGNES AU CŒUR DE L'AGENDA EUROPÉEN, MERCEDES BRESSO, DÉPUTÉE EUROPÉENNE ET PRÉSIDENTE DE L'INTERGROUPE RUMRA (ZONES RURALES, DE MONTAGNES ET ISOLÉES) ([VIDÉO DISPONIBLE ICI](#))

Mercedes Bresso a expliqué comment le **Parlement européen et notamment son intergroupe RUMRA** (sur les zones rurales, de montagnes et isolées) peut soutenir les zones de montagne en général et notamment pour qu'elles s'adaptent au changement climatique.

Elle a présenté comment son **rapport d'initiative parlementaire sur la stratégie macro-alpine** (adopté en septembre 2016) met en avant des solutions pour que les communautés de montagne



s'adaptent au changement climatique, en se basant sur le travail des acteurs de terrain, notamment des régions.

De plus, l'intergroupe RUMRA soutient l'idée d'un **agenda pour les zones rurales** qui a été présenté à la Commissaire européenne Corina Crecu. Pour mieux soutenir cette idée, un rapport d'initiative parlementaire conjoint entre les commissions REGI et AGRI devrait être rédigé début 2017 et une brochure par les vice-présidents de l'intergroupe sera finalisée dans les prochains mois afin de proposer des idées concrètes qui pourraient être incluses dans cet agenda pour les zones rurales.

VERS UN AGENDA EUROPÉEN POUR LES ZONES DE MONTAGNE, ILIANA IOTOVA, DÉPUTÉE EUROPÉENNE
([VIDÉO DISPONIBLE ICI](#))

Iliana Iotova a expliqué comment le Parlement européen a adopté en mai 2016 son **rapport d'initiative parlementaire sur la cohésion des zones de montagne en Europe**. Dans ce rapport, elle demande la mise en place d'un **agenda pour les zones de montagne**, ainsi que d'une **stratégie spécifique pour les zones de montagne européennes**.



La Commission européenne a déjà fait quelques retours à Mme Iotova pour montrer son accord sur certaines idées, notamment en ce qui concerne la coopération territoriale européenne.



Session 2 : Approches scientifiques : preuves et scénario du changement climatique dans les zones de montagnes

Le modérateur – Martin Price, Université des Highlands and Islands, Chaire de l'UNESCO pour le développement durable des montagnes – a expliqué que pour mieux comprendre le changement climatique dans les régions montagneuses, il est nécessaire de mener une recherche approfondie en vue de réunir des preuves et des données. Pour encourager cette recherche, l'initiative MRI (Mountain Research Initiative) a publié en avril 2016 un agenda stratégique de la recherche ([Strategic Research Agenda](#)), « Les montagnes pour l'avenir de l'Europe », expliquant pour différents thèmes, parmi lesquels le changement climatique, comment la recherche dans les régions de montagnes pouvait y contribuer.

DES 100 DERNIERES ANNEES AUX 100 PROCHAINES ANNEES : QU'EST CE QUI A CHANGE DANS LE CLIMAT DES MONTAGNES EUROPEENNES ? PREUVES ET SCENARII ; WOLFGANG SCHÖNER, PROFESSEUR ASSOCIE, UNIVERSITE DE GRAZ ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



Wolfgang Schöner a présenté les impacts du changement climatique dans les Alpes au cours du siècle écoulé en termes de précipitations, de couverture neigeuse et de températures. Il a expliqué que les **montagnes sont plus sensibles** aux changements que d'autres régions. Il a aussi présenté les résultats modélisés des changements attendus dans les régions de montagnes pour le siècle à venir.

Au cours de ces 30-40 dernières années, **les températures dans les Alpes ont augmenté plus rapidement qu'au niveau global.**

Toutefois, il reste quelques doutes en ce qui concerne le futur, du fait des mécanismes complexes provoquant cette **amplification alpine** du changement climatique. L'impact le plus évident et pertinent du changement climatique dans les Alpes concerne la **cryosphère (les glaciers, la neige, le permafrost) et les changements qui y sont liés sur le plan de l'hydrologie et du cycle de l'eau alpins.**

Les simulations de modèles climatiques pour les 100 prochaines années montrent **un réchauffement plus élevé de la région alpine** comparée au niveau mondial. A la lumière du Traité de Paris, un **doublement du réchauffement mondial constitue une hypothèse préventive.** Il reste un degré élevé d'incertitude dans les scénarios portant sur les précipitations. Toutefois, une **augmentation de la fréquence et de la gravité des épisodes de précipitations extrêmes en est la conclusion.**

ENCORE A PLANIFIER LA VULNERABILITE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ? PREUVES VENANT DE LA NORVEGE DE L'ABSENCE DE SUCCES DANS L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SUGGESTIONS POUR PASSER « D'AJUSTEMENTS » A UNE « TRANSFORMATION » POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. CARLO AALL, CHEF DE LA RECHERCHE A L'INSTITUT NORVEGIEN DE LA RECHERCHE, PROFESSEUR EN DEVELOPPEMENT DURABLE A L'UNIVERSITE DE SOGN OG FJORDANE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))

Carlo Aall a expliqué que des **mesures radicales** sont nécessaires pour faire évoluer notre société : l'augmentation des émissions de CO₂ nous oblige à aller plus loin que l'adaptation et à **transformer nos sociétés** si nous voulons

atteindre l'objectif d'une limitation de l'augmentation de la température mondiale à 1.5°C. En outre, d'après l'Institut de l'Environnement de Stockholm, certains aspects du changement climatique dans des pays en voie de développement ont un impact indirect considérable sur ces pays, ce qui devrait nous encourager encore davantage à modifier notre mode de vie.

Le processus de transformation est difficile à prévoir mais le résultat, **une société transformée**, pourrait être une société sans énergies fossiles, au moins au début, et adaptée à un climat différent. De nouvelles technologies capables de capter le CO₂ dès le moment de sa libération pourraient ensuite être développées dans le futur, et ceci nous permettrait de réutiliser des carburants fossiles de manière plus propre.

En conclusion, il a aussi déclaré que les régions rurales disposent généralement de structures plus résilientes et qu'à l'avenir, les régions de montagnes seront certainement des **endroits attrayants** du fait de leur faible intensité de production alimentaire et de leur capacité de logement.



Session 3 : Approches régionales : comment les massifs sont mobilisés au niveau politique?

La session a présenté la manière dont les différentes chaînes de montagnes ont mis en place des protocoles politiques, des projets, des observatoires en Europe et ailleurs en vue de faire face au changement climatique et, plus largement, de gérer le développement durable des régions montagneuses.

LA CONVENTION ALPINE : D'UN PROTOCOLE POLITIQUE A LA MISE EN OEUVRE DE PROJETS ; TAJA FERJANCIC LAKOTA, SECRETARIAT PERMANENT DE LA CONVENTION ALPINE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))

Taja Ferjancic Lakota a expliqué comment la Convention alpine est organisée. Elle a été mise en œuvre en 1995 et les parties contractantes de la Convention alpine sont les différents Etats qui l'ont signé. Ils ont régulièrement signé **différents protocoles politiques**, en ce compris sur le changement climatique, qui sont **légalement contraignants pour les parties contractantes**. Des groupes de travail et des plateformes contribuent à la mise en œuvre des actions décidées.

En outre, tous les deux ans, la Convention alpine rédige un **rapport sur l'état des Alpes** sur divers sujets. Le prochain rapport portera sur **l'évolution vers une économie plus verte**, selon leur pertinence pour l'adaptation au changement climatique.

Enfin, la Convention alpine participe, à la stratégie EUSALP, qui se focalise sur la protection du sol, l'agriculture en régions montagneuses et la gestion durable de l'eau, et cela plus particulièrement sous l'angle de **la préservation et la valorisation des ressources naturelles**, en ce compris l'eau et les ressources culturelles.

LA CONVENTION DES CARPATES : D'UN AGENDA STRATEGIQUE POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE A DES AMELIORATIONS PRATIQUES ; PROF. SZALAI, PRESIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LA CONVENTION DES CARPATES ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



La Convention des Carpates a préparé un **agenda stratégique sur l'adaptation dans les Carpates**, prévoyant un planning des mesures d'adaptation avec la mise en œuvre de trois grandes actions préparatoires soutenues par l'UE, **CARPVIA**: une évaluation intégrée de la vulnérabilité des ressources environnementales et des mesures adaptations basées sur les écosystèmes et **CarpathCC**, comportant une évaluation en profondeur de la vulnérabilité des ressources environnementales et des mesures d'adaptation basées sur les écosystèmes.

Le Prof. Szalai a exposé les différentes mesures d'adaptation préconisées pour l'agriculture, les zones humides, le tourisme, les prairies et les forêts.



Enfin, il recommande pour les Carpates de développer l'économie verte, de renforcer la coopération avec les pays voisins, de développer la nécessité d'une adaptation au niveau local et de renforcer la coopération avec d'autres régions de montagnes.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES PYRENEES ; IDOIA ARAUZO, OBSERVATOIRE PYRENEEN DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



Dans les Pyrénées, le changement climatique constitue une priorité depuis 2010. L'Observatoire pyrénéen du changement climatique a été créé, en tant qu'initiative transfrontalière, en bénéficiant d'une promotion de la part des gouvernements nationaux. Il permet de développer certaines activités de réseautage avec la communauté scientifique mais aussi avec les décideurs politiques et les administrations.

Leur travail se concentre principalement sur le climat (mise au point d'une base de données unique de séries climatiques de haute qualité basées sur les précipitations et la température), la biodiversité (monitoring des espèces et des populations de la flore vasculaire des Pyrénées), les forêts et les catastrophes naturelles (comprendre les impacts potentiels du changement climatique sur les catastrophes naturelles) et les lacs et l'eau.

L'Observatoire communique et diffuse les résultats, produit de nouvelles publications, et a conçu un géoportail réunissant les données. Il collabore aussi avec d'autres chaînes de montagnes comme les Alpes et les Carpates.

PARTENARIAT POUR LA MONTAGNE : L'EXPERIENCE D'UN MASSIF NON-EUROPEEN ; MARTIN PRICE, MEMBRE DU COMITE DIRECTEUR DU PARTENARIAT POUR LA MONTAGNE ([PRESENTATION DISPONIBLE ICI](#))



Les objectifs du développement durable pour 2017 demandent que l'on revitalise les partenariats globaux en faveur du développement durable et le rapport de l'UNSG de 2016 sur les montagnes recommande que l'on encourage des mécanismes régionaux en vue d'une coopération transfrontalière. C'est également ce que le Partenariat pour la montagne, un réseau de gouvernements établi en 2002, encourage depuis quelques années.

Martin Price, qui représente Euromontana au sein du groupe de pilotage du Partenariat pour la montagne, a présenté la manière dont trois chaînes de montagnes hors d'Europe (Hindu Kush Himalaya – Andean Initiative et Africa Regional Mountain Initiative) ont travaillé sur le changement climatique et plus généralement sur le développement durable dans les montagnes.

Le Partenariat pour la montagne recommande que l'on définisse des politiques pour les régions de montagnes basées sur des données intégrées et précises et incluant seulement les régions montagneuses sans les régions de plaines. Les processus de prise de décision devront se baser sur les communautés de ces régions de montagnes.

Enfin, pour défendre davantage le rôle des régions de montagnes dans l'adaptation liée au changement climatique et l'atténuation de ses effets, le Partenariat pour la montagne organisera deux événements en novembre 2016 en marge de la COP 22 au Maroc.

Session 4 : Interlude

COHESION TERRITORIALE ET POLYCENTRISME : LA STRATEGIE ITALIENNE EN FAVEUR DES ZONES ISOLEES : UNE METHODOLOGIE PROMETTEUSE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ZONES DE MONTAGNE, SABRINA LUCATELLI, COORDINATRICE DU COMITE TECHNIQUE POUR LES ZONES INTERNES, DEPARTEMENT POUR LES POLITIQUES DE COHESION, PRESIDENCE ITALIENNE DU CONSEIL DES MINISTRES ([Présentation disponible ici](#)).

Sabrina Lucatelli a présenté une stratégie en vue du développement des régions centrales internes de l'Italie. Les régions « intérieures » sont des régions qui ne sont pas suffisamment desservies en services essentiels, sont riches en ressources naturelles et culturelles, ont une faible densité de population et souvent une population vieillissante ainsi qu'un risque élevé d'activité sismique. En Italie, ces régions représentent près de 60% du territoire et regroupent 23% de la population italienne. 65% des municipalités de montagnes sont classées comme régions centrales. La Stratégie nationale pour les régions centrales propose des actions dans le cadre de l'Objectif territorial de la politique de cohésion de l'Union et cherche à surmonter la dichotomie entre les régions rurales et urbaines en responsabilisant les territoires et les gens pour qu'ils revitalisent et encouragent le bien-être dans les régions marginalisées et qu'ils récupèrent des ressources naturelles et culturelles actuellement insuffisamment valorisées en réduisant ainsi la dépopulation et les coûts associés à l'exode rural. La stratégie réunit des acteurs concernés à tous les niveaux et applique une approche participative au développement local.

La stratégie reconnaît qu'il existe des pressions diverses qui compromettent son succès. On peut citer la difficulté à trouver un équilibre entre le risque de déstabiliser voire de délégitimer les élites conservatrices locales et celui de rompre l'ordre local de manière irréparable ; ou le manque d'assistance technique de haut niveau et de capacité administrative au niveau local, en particulier pour la conception de projets ; ou encore la pression en faveur de solutions rapides qui remettent en question la stratégie à long terme ou risquent d'en entraîner l'interruption ; et puis aussi la difficulté de l'utilisation d'indicateurs de résultats locaux dans la formulation de la politique et la mise en œuvre de celle-ci dans d'autres domaines.

Potentiellement, la stratégie pourrait bénéficier tout spécialement aux régions de montagnes en Italie et, sur le long terme, elle pourrait donner lieu à des bonnes pratiques qui pourraient s'appliquer dans des régions de montagnes dans toute l'Europe.



Session 5 : Dessiner la voie à suivre pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique des zones de montagne

Le modérateur Thomas Egger, Directeur de SAB, le centre suisse des régions de montagnes a présidé la discussion entre quatre membres du panel, tous les décideurs politiques et les autorités chargées de la gestion en vue de rassembler leurs réactions par rapport aux ateliers de l'après-midi et d'entendre quel soutien ils pouvaient apporter aux initiatives visant à s'adapter au changement climatique dans les régions de montagnes.

MEMBRES DU PANEL :

- FABRICE PANNEKOUCKE, RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES (FRANCE)
- ROGER RYBERG, BUSKERUD COUNTY COUNCIL (NORVÈGE)
- ISABEL ELIZALDE, RÉGION DE NAVARRE (ESPAGNE)
- AMÉRICO PEREIRA, COMMUNAUTÉ INTERMUNICIPALE DE TERRAS DE TRÁS-OS-MONTES (PORTUGAL)

L'adaptation au changement climatique est-elle une priorité pour les décideurs politiques ?

L'adaptation au changement climatique doit constituer une priorité pour les décideurs politiques, quelles que soient leurs opinions politiques, et les régions ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de programmes territoriaux ou de plans d'action. Toutefois, l'économie représente également un moteur important et devrait être intégrée dans le processus d'adaptation.



En référence à la présentation provocatrice durant la session 2, la Norvège a-t-elle transformée sa société ?

Deux régions de Norvège dépendent entièrement du secteur touristique et donc diverses solutions ont été mises en œuvre en vue de s'adapter au changement climatique, comme le stockage de la neige, le développement de l'hydrogène comme source d'énergie, etc. en impliquant ainsi fortement le monde scientifique et la communauté des chercheurs. En ce qui concerne la thématique de l'énergie, des réseaux intelligents et des sources d'énergie verte constituent la prochaine étape.

Les activités de recherche se sont surtout concentrées sur l'atténuation jusqu'à présent, qu'en est-il de l'adaptation ?

Il faut stimuler le dialogue entre les élus politiques et les chercheurs pour susciter une meilleure cohérence entre les politiques débattues et la réalité de ce qui peut être fait. Des organisations comme Euromontana permettent à ces deux mondes distincts de se rencontrer.

L'économie subit-elle une transformation ? Certains secteurs commencent-ils à évoluer dans un sens favorable ?

Il appartient aux citoyens de demander cette transformation, mais les gens doivent être informés pour soutenir le changement et des nouvelles politiques. C'est en partie aux institutions que revient le rôle de diffuser cette information et les décideurs politiques ont aussi besoin de citoyens conscients des problèmes pour qu'ils s'impliquent.

Dans le cas du tourisme, les touristes sont attirés par certains paysages en particulier qui doivent être préservés pour que cette activité se perpétue. Dans ce cas, l'économie constitue un moteur favorisant la mise en œuvre de destinations durables.

Quels est le principal mécanisme incitatif entre les marchés (et les instruments des marchés comme des labels, des produits locaux à valeur ajoutée, un repérage « économie verte », etc.) ou les politiques publiques ?

Le décideur politique doit être transversal et capable de prendre des initiatives. Il est possible d'évoluer vers une économie verte sans qu'elle soit labellisée comme telle. Ce n'est pas quelque chose que l'on décrète mais que l'on essaie de réaliser et d'intégrer dans le marché. Si le consommateur est demandeur, le marché s'autorégulera. Les entreprises devraient alors essayer de s'adapter et de trouver leur niche.

La « maladaptation » ? Si nous généralisons les mesures d'adaptation, quels sont les risques pour les régions de montagnes ? Quelles seraient les mesures d'adaptation spéciales pour ces régions ?

Il existe une commission spécifique au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes en France qui traite des caractéristiques particulières des territoires de montagnes et donc il ne devrait pas y avoir de généralisation et le risque d'inadéquation serait moindre.

Les politiques sont conçues à partir d'une perspective urbaine, elles doivent maintenant envisager l'innovation et le futur tels qu'ils se présentent dans les régions rurales. L'inadéquation fait partie intégrante du processus d'adaptation, c'est un obstacle à surmonter.



Pourquoi le changement climatique relève-t-il du Ministère de l'Environnement alors que l'adaptation relève des comportements individuels et des mécanismes économiques ?

L'adaptation au changement climatique est un thème transversal, développé dans chaque Ministère dans des plans et programmes spécifiques. Exemples : la gestion des forêts, l'épuration de l'eau, etc.

Devrait-on mettre en place un programme de financement spécifique pour les mesures d'adaptation au changement climatique ou l'écologisation de toutes les politiques ?

Il devrait évidemment y avoir des mesures intégrées dans tous les secteurs et cela se fait déjà à l'échelle de l'Europe par le biais de différents fonds, comme les PDR, LEADER, FEADER, Interreg, H2020, etc.

Un souhait pour Euromontana ?

Continuer à créer des opportunités de discussions entre les acteurs concernés de différentes origines géographiques, actifs dans des secteurs professionnels différents et ayant des niveaux d'implication différents. Faire entendre la voix de l'expertise de la montagne. Mettre à disposition une plateforme d'échanger et de diffusion.

CONCLUSION :

La conclusion de la table ronde consacrée à l'adaptation au changement climatique dans les régions de montagne est que le changement climatique est une réalité. Mais ses effets peuvent varier d'une chaîne de montagnes à une

autre et même sur un même massif montagneux. Une approche de bas en haut est dès lors nécessaire, tout comme un changement non seulement dans les comportements mais aussi de l'ensemble de l'économie. Les chercheurs et les élus politiques doivent se parler davantage. Il faudrait élaborer un agenda de la recherche sur l'adaptation au changement climatique. En outre, les autorités chargées de la gestion devraient mettre en place une meilleure communication pour le grand public d'une part et d'autre part, l'adaptation au changement climatique devrait devenir une priorité intersectorielle si elle ne l'est pas encore. Comme les régions de montagnes sont particulièrement affectées par le changement climatique et qu'elles ont besoin de mesures d'adaptation appropriées, il appartient maintenant à Euromontana de faire pression en faveur d'un Agenda de la Montagne sur l'adaptation au changement climatique, basé sur la déclaration finale de Bragança. Euromontana devrait continuer à mettre à disposition une plateforme de dialogue entre les autorités publiques, les chercheurs, la société civile et tous les autres acteurs concernés pouvant avoir un apport utile sur ce sujet.



Clôture officielle des X^{èmes} Assises européennes de la montagne

DÉCLARATION : LA STRATÉGIE D'EUROMONTANA POUR L'ADAPTATION ET L'ATTÉNUATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ZONES DE MONTAGNE, JUANAN GUTIÉRREZ LAZPITA, PRÉSIDENT D'EUROMONTANA ET MARIE CLOTTEAU, DIRECTRICE D'EUROMONTANA ([DÉCLARATION DISPONIBLE ICI](#))

Le Président et la Directrice d'Euromontana ont présenté la Déclaration finale de Bragança : « **Faire face au défi du changement climatique : s'adapter pour les générations futures** » qui prend en compte les résultats des deux jours de discussion des X^{èmes} Assises européennes de la montagne.

Cette déclaration insiste sur la nécessité et la capacité des montagnards à s'adapter au changement climatique en présentant des pistes pour l'agriculture et la sylviculture, l'eau et l'énergie, la biodiversité et les zones protégées, le tourisme durable, le transport et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et enfin pour la gestion des risques naturels.

Elle insiste notamment sur la nécessité de **prendre en compte la dimension territoriale** et de reconnaître **le rôle clé joué par les zones de montagne dans la régulation du climat**, appelle à la mise en œuvre d'une **stratégie européenne spécifique pour les zones de montagne**, à la mise en place de **programmes de subventions et de financements efficaces**, à **réorienter la recherche et l'innovation** vers les processus d'adaptation dans les massifs de montagne et à encourager le **développement d'une économie circulaire vertueuse**.

Elle appelle également à la **mobilisation des acteurs à tous niveaux**, notamment les décideurs politiques européens, nationaux, régionaux sans oublier locaux grâce à une **approche participative**, à encourager **l'échange d'expériences sur des bonnes pratiques d'adaptation** et à **favoriser l'éveil des consciences des acteurs de la montagne**, notamment par l'éducation des jeunes afin de comprendre comment atténuer le changement climatique y compris au quotidien.

Enfin, nous, Euromontana, nous engageons à contribuer avec nos activités à développer **une économie propre, compétitive, résiliente et à faible intensité de carbone pour des montagnes vivantes** en Europe à travers :

- Le **développement des projets européens** sur la thématique de l'adaptation au changement climatique ;
- L'encouragement de la **recherche scientifique multidisciplinaire** via le développement de nouveaux projets de recherche sur l'impact du changement climatique dans les zones de montagne et une **communication efficace** entre chercheurs et les nombreuses parties prenantes de terrain ;
- La **dissémination des possibilités d'adaptation au changement climatique et de bonnes pratiques** dans les différents territoires européens ;
- Des **propositions pour mieux intégrer la dimension montagnarde dans les contributions nationales des pays** suite à l'Accord de Paris ;
- Le travail de **lobbying** vis-à-vis des institutions européennes pour les encourager à prendre en compte **l'approche spécifique de la montagne** dans le développement des politiques et des programmes ;



- La possibilité d'offrir aux membres une **plateforme de dialogue et des conseils** sur l'adaptation au changement climatique dans les zones de montagne et de les accompagner dans leurs démarches locales ;
- L'adoption d'une **attitude au quotidien** pour lutter contre le changement climatique avec des bonnes pratiques qui soient exemplaires au niveau de la consommation de produits locaux, de l'utilisation d'une mobilité adaptée, du recyclage....

L'EUROPE, UNE AIDE AUX MONTAGNARDS POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : HENRI MALOSSE, ANCIEN PRÉSIDENT ET MEMBRE DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, MEMBRE DE LA SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Henri Malosse a conclu l'événement en insistant sur les conclusions très précises, concrètes et pleines de sens de la Déclaration finale.

Après avoir insisté sur les valeurs et le sens de la communauté porté par les zones de montagne, il a formulé trois propositions concrètes pour les montagnes et les îles montagneuses :



1. « Au niveau financier, nous pouvons soutenir l'idée d'une « **feuille de route ou Agenda pour les régions de montagne** » comme le recommande l'Inter groupe Montagne du Parlement européen. 2017 sera l'année de préparation des nouveaux programmes européens pour la période au-delà de 2020. Réserver une part substantielle des aides aux régions de montagne, organiser des actions globales, donner un bonus aux actions transfrontalières de massifs entre différents pays et concentrer le soutien sur le développement durable, l'économie de proximité, l'installation des jeunes, l'accès au numérique pourraient en être les axes prioritaires.
2. Sur le plan législatif, sans attendre une révision des Traités, l'Union européenne pourrait s'appuyer sur l'article **174 du Traité de Lisbonne** qui recommande **une attention particulière aux zones dépeuplées, notamment régions de montagne et îles**. Les réglementations européennes comme celles des **aides d'état ou des marchés publics** pourraient être adaptées. Et surtout on pourrait lancer des expériences en termes de franchises fiscales ou d'adaptation des politiques et des réglementations.
3. Enfin, cette nouvelle ambition pour les montagnes européennes ne peut trouver de sens que si elle s'appuie sur un **partenariat étroit avec les élus locaux et les acteurs locaux de la vie sociale et économique**. Une nouvelle « gouvernance » en quelque sorte, proche du terrain mais également très ouverte sur la coopération avec les autres territoires et régions d'Europe. **C'est en cela qu'Euromontana, qui associe, dans un cadre européen, les Elus de proximité et les responsables socio-économiques des zones de montagne est pour nous un exemple à suivre !** Un nouveau souffle démocratique pour l'Europe en quelque sorte... dont elle a d'ailleurs si besoin ».

Enfin, il a conclu en souhaitant un bon 20^{ème} anniversaire à Euromontana ainsi qu'une longue vie.



Session 4 : Bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation pour tirer parti du changement climatique

Atelier : Agriculture et sylviculture

Modérateur : Dominique Fayel, FNSEA

VEUILLEZ TROUVER [ICI](#) LES RESUMES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1 : [Changement climatique et durabilité de la vigne dans la vallée du Douro](#), Rui Soares, Real Companhia Velha

Initiative 2 : [Adaptation des pratiques culturelles au changement climatique \(AP3C\)](#), Vincent Cailliez (SIDAM)

PRINCIPALES LEÇONS TIRÉES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1

Dans la vallée du Douro, le paysage a été fortement modifié à mesure que les viticulteurs ont aménagé des terrasses sur les flancs des collines escarpées bordant les vallées pour y cultiver des vignes en vue de la production de vin. Aujourd'hui, la vallée et ses vignes sont particulièrement sensibles aux températures qui s'élèvent et à la quantité de pluie annuelle moindre et imprévisible à la suite du changement climatique. Grâce à un partenariat privé-public financé par le secteur privé et à des projets nationaux et européens, la Real Companhia Velha a réalisé une série d'expériences en vue de développer des pratiques agricoles adaptées au changement climatique. Le projet a constaté qu'un travail du sol et une mécanisation réduits au minimum, l'utilisation de plantes pour couvrir le sol, la plantation de nouveaux cépages et divers programmes de gestion de l'eau contribuent à protéger les vignobles du changement climatique et contribuent à une adaptation effective. Les plantes couvrantes par exemple augmentent la biodiversité et réduisent l'utilisation de pesticides. Pour susciter des synergies entre l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, la recherche est essentielle, tout comme le sont la patience et la collaboration effective. Les vignobles représentent un investissement à long terme et leur bonne gestion dépend de la bonne compréhension de la façon dont le changement climatique affectera la production des raisins sur le long terme.

Initiative 2

L'initiative a constaté que les prévisions météorologiques à grande échelle ne sont pas à même de prévoir des variations du climat au niveau local dues au changement climatique. Dans la Creuse, le projet AP3C a défini des indicateurs locaux beaucoup plus utiles pour les agriculteurs que les projections globales et a constaté que le changement climatique dans la région évolue deux fois plus vite que les simulations mondiales ne le prévoient. Il en résulte que les cultures pousseront plus tôt au cours de la saison de récolte, que la période de récolte sera plus courte, que la production sera concentrée au cours du printemps, que la pression thermique et due à la chaleur augmentera et que certaines plantes pourraient pousser plus longtemps durant l'automne. Des projets similaires peuvent être réalisés dans d'autres régions pour autant qu'il y ait une volonté politique et sociale et une collaboration effective entre les bailleurs de fonds, les agriculteurs, les gouvernements et les chercheurs, mais les projets doivent faire attention à ne pas compiler trop d'indicateurs. Les résultats doivent être correctement diffusés de manière à être utiles et accessibles pour les agriculteurs.

5 MESSAGES-CLES DE LA DISCUSSION

Les participants ont discuté en groupes et ont souligné en particulier les points suivants :

1. Les espèces et la diversité des espèces doivent être protégées et conservées tant dans l'agriculture que dans la gestion des forêts. Cela inclut la promotion de variétés locales et une sélection adéquate de variétés adaptées aux nouveaux types de climats attendus et aux environnements tels qu'ils seront modifiés par le changement climatique.
2. La gestion de l'eau est importante pour l'approvisionnement futur en eau dans l'agriculture et la gestion des forêts. Un stockage effectif de l'eau est particulièrement important pour garantir que l'on ait suffisamment d'eau pour l'irrigation des vignobles ou pour alimenter le bétail.
3. Il est nécessaire de collecter et d'exploiter des données sur les variations climatiques et les conditions au niveau local qui peuvent varier par rapport à des prévisions réalisées à grande échelle. Les données locales sont essentielles pour la promotion d'une adaptation effective aux effets locaux du changement climatique.
4. Tant dans l'agriculture qu'en gestion des forêts, une collaboration intersectorielle doit être encouragée, une série d'acteurs (secteurs public et privé, instituts de recherche, ONG) doivent être mobilisés et les résultats des études et de la recherche doivent être effectivement et clairement diffusés. La connaissance locale et traditionnelle doit être incorporée dans la recherche et dans les politiques.
5. Les forêts de montagnes doivent être conservées et protégées par une bonne gestion. Cela inclut l'éducation des générations actuelles et futures de gestionnaires des forêts, par exemple à propos du changement climatique, des risques et de la durabilité et le fait d'encourager les gens à vivre dans les régions de montagnes pour que l'on ait suffisamment de gens disponibles pour gérer les forêts (ceci s'applique aussi à l'agriculture de montagne).

ACTION POUR EUROMONTANA

Euromontana devrait fournir une plateforme d'échange des expériences et méthodes, faciliter la collaboration scientifique, soutenir les décideurs politiques au niveau local et promouvoir les spécificités de la gestion des forêts et de l'agriculture en milieu montagneux au plan européen.



Session 4 : Bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation pour tirer parti du changement climatique

Atelier : L'énergie et l'eau gérées de manière durable

Modérateur : Danut Gitan, CEFIDEC

VEUILLEZ TROUVER [ICI](#) LE RESUME DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1 : [Utiliser l'énergie verte pour la transformation de baies](#), Ioan AGAPI, FAM Dorna, Roumanie

Initiative 2 : [Une nouvelle approche de la gouvernance : comment la communauté locale de Tolmin en Slovénie a développé une politique énergétique pour faire face au changement climatique](#), Miro KRISTAN, Centre de développement de la Vallée de la Soča, Slovénie

PRINCIPALES LEÇONS TIREES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1

Le projet a réussi à imposer une nouvelle marque pour les produits de montagne en Roumanie tout en garantissant la qualité des aliments et en promouvant la production d'énergie durable et verte pour traiter les produits. La cueillette des baies dans cette région de Roumanie est un travail saisonnier accompli par des familles à faibles revenus. Ce projet a permis de créer une entreprise sociale en leur procurant un emploi plus stable, en structurant la chaîne d'approvisionnement des baies dans la région, notamment par la création de la marque « Aroma Muntelui » (Arômes des montagnes) et en mettant en œuvre une nouvelle source d'énergie renouvelable. L'unité de production est en effet actionnée par une centrale photovoltaïque.

Ce projet s'est avéré être un moment propice à la formation des habitants locaux par rapport aux propriétés nutritionnelles des produits des forêts, leur récolte et leur traitement écologique. La publication et la diffusion des recommandations et des bonnes pratiques est actuellement en cours.

Initiative 2

Cinq municipalités dans le nord-ouest de la Slovénie se sont unies pour mener ensemble une Stratégie régionale à faible intensité de carbone, en adoptant une approche ascendante. Ceci a permis à divers acteurs concernés de participer à la rédaction du document décrivant la stratégie à faible intensité de carbone, qui doit ensuite être soutenue par des acteurs concernés de différents secteurs d'activités, l'énergie étant une thématique très transversale. Le niveau régional est important car il permet cette approche de bas en haut susmentionnée grâce à la participation d'acteurs concernés locaux mais aussi parce qu'elle livre des résultats tangibles dans le secteur du transport par exemple, mais aussi dans le domaine de l'infrastructure, de l'éclairage public, etc.

La transférabilité du projet dépend de la motivation des acteurs concernés et de leur engagement, ce qui explique que le processus constitue un élément important de ce projet et pas seulement ses résultats. Il faut procéder par petites avancées pour amener progressivement un changement dans les comportements. En outre, financer un projet est toujours problématique mais il existe des moyens pour surmonter cet obstacle qui ne doit pas être considéré comme une barrière.



MESSAGES-CLES DE LA DISCUSSION

Gestion durable de l'eau

1. Allouer les bénéfices des entreprises à un fonds dédié au soutien des montagnes.
2. Trouver un moyen pour compenser des services de l'écosystème, pour compenser à la fois les ressources et le travail de la population des montagnes offrant ces services.
3. Trouver un équilibre entre la protection des bassins versants en amont et la production d'énergie ; certaines rivières doivent rester sauvages mais il faut aussi continuer à encourager le développement d'énergies renouvelables.

Energies renouvelables

1. Développer des économies d'énergie, y compris avec des projets à petite échelle au niveau local.
2. Encourager les programmes de rénovation des bâtiments pour améliorer leur efficacité énergétique.
3. Installer des stations de charge pour les voitures électriques dans les régions de montagnes (avec des sources d'énergie propres !).
4. Améliorer la recherche et les investissements dans le domaine du stockage d'énergie.

ACTION POUR EUROMONTANA

Euromontana devrait faciliter l'échange de meilleures pratiques entre les membres du réseau et promouvoir ces idées au niveau de l'Union européenne.



Session 4 : Bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation pour tirer parti du changement climatique

Atelier : Biodiversité et espaces naturels protégés

Modérateur : Thierry Percie du Sert, ARPE

VEUILLEZ TROUVER [ICI](#) LE RESUME DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1 : [Mieux vaut conserver que réintroduire - Leçons tirées de la réintroduction d'espèces dans les écosystèmes de montagnes et importance de l'étude de faisabilité : Étude du cas de la perdrix grise des montagnes](#), José María Fernández-García, HAZI

Initiative 2 : [Paiements pour les services écosystémiques dans les sites Natura 2000 en Lombardie](#), Bruna Comini, ERSAF

PRINCIPALES LEÇONS TIRÉES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1 :

- Les techniques de restauration/réintroduction d'espèces sauvages sont complexes et difficiles, les résultats sont incertains. En termes d'efficacité, la conservation des populations menacées devrait être résolue avant leur déclin irréversible (danger d'extinction).
- Les tentatives de réintroductions (réussites ou échecs) devraient être mieux documentées et publiées.
- Avant de s'engager dans un projet de réintroduction, des prés-évaluations de faisabilité devraient être toujours réalisées (avec des indicateurs clairement définis).
- Les projets de réintroductions sont longs et devraient être sécurisés par des politiques et des soutiens financiers à long terme (dans le cas du projet Gallipyr, 3 ans restait une période trop courte).

Initiative 2 :

- L'expérimentation du système des paiements pour les services écosystémiques dans 9 sites Natura 2000 de Lombardie a permis de tester un nouveau modèle de gestion régional des ressources naturelles.
- Le succès du projet a encouragé la possibilité de transférer ce mode de gestion à d'autres régions.
- Ainsi un nouveau programme de paiement des services écosystémiques de plus grande échelle est déjà prévu dans la plupart des 260 sites Natura 2000 de la Lombardie, grâce à un nouveau projet LIFE.
- La difficulté réside surtout dans la sensibilisation de la population vis-à-vis de l'importance des services fournis par les sites Natura 2000 et donc de la pertinence des paiements.
- Le rôle de médiateurs pour faciliter la sensibilisation de la population est une clé de la réussite, la communication et la diffusion de l'information sont des démarches particulièrement très importantes.
- La méthodologie d'évaluation doit être approfondie.

5 MESSAGES-CLES DE LA DISCUSSION

Les participants ont discuté en groupes et ont souligné en particulier les points ci-dessous :

1. *Préservation de la biodiversité face au changement climatique :*

Monter des projets pour préserver (ou restaurer) les corridors écologiques entre les différents réservoirs biologiques des massifs montagnards, en favorisant plus particulièrement **les synergies transfrontalières**.

2. *Favoriser l'économie montagnarde en s'appuyant sur la diversité locale :*

Développer la **consommation locale** en valorisant la diversité locale :

- Exemple de l'usage du bois local dans le Parc naturel région des Pyrénées Ariégeoises par la mise en œuvre de scieries mobiles ;
- Utilisation de plateformes de produits agricoles locaux par les collectivités publiques locales (exemple des cantines scolaires) ;

Avec l'utilisation des ressources locales, on a un lien direct sur les effets du changement climatique par la **diminution des déplacements** entre producteurs / transformateurs et consommateurs.

3. *Favoriser la médiation entre acteurs :*

Favoriser une meilleure prise en compte par la population et le public en général des effets environnementaux favorable générés par les agriculteurs et les forestiers de montagne. Développer une communication adaptée qui permettrait la **reconnaissance** de ces effets.

Rapprocher « agriculteurs » et « environnementalistes » afin de **favoriser le dialogue** entre les différents acteurs de la biodiversité. Les agriculteurs pourraient bénéficier de l'apport d'expertises naturalistes et ces derniers pourraient avoir en retour une meilleure connaissance sur les réalités de l'activité agricole.

4. *Le maintien de la biodiversité a besoin de financements :*

Le changement climatique s'installe dans la durée, il est nécessaire de mettre en place des programmes financiers qui puissent **s'appliquer sur le long terme**. La plupart des financements (actuels) à court terme ne permet pas de pérenniser efficacement les actions longues de maintien de la biodiversité.

5. *Payer les services écosystémiques (exemple de la Région Lombardie) :*

Il est nécessaire d'avoir de la transparence sur les résultats des paiements de ces services écosystémiques pour que celui qui paie soit assuré que son paiement va bien aux services concernés.



Session 4 : Bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation pour tirer parti du changement climatique

Atelier : Tourisme : du tourisme hivernal au tourisme estival

Modérateur: Jon-Andreas Kolderup, Buskerud County Council and Vice-Président d'Euromontana

VEUILLEZ TROUVER [ICI](#) LES RESUMES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1 : [Une alternative au tourisme d'hiver : restaurer les pâturages alpins à travers la promotion de produits de qualité](#), Andreja Borec, Université de Maribor

Initiative 2 : [Développer le tourisme durable dans la station de Geilo](#), Pål Knutsson Medhus, Visit Geilo

PRINCIPALES LEÇONS TIRÉES DE CES DEUX INITIATIVES

Initiative 1

La station de ski slovène de Rogla a dû diversifier ses activités afin de s'adapter à la diminution de la quantité de neige et des revenus en résultant. Le fait de récupérer des pâturages alpins durant l'été pour produire des produits de montagne de qualité constitue une option éventuelle, combinant le tourisme, la conservation de la nature et le développement rural. Le label « Tastes of Rogla » (Saveurs de Rogla) fut créé en vue de promouvoir ces produits et représente aujourd'hui un élément essentiel des activités agritouristiques de la région. Le secteur du tourisme a développé des offres pour l'été et des visites guidées pour attirer plus de touristes au cours de cette période de l'année.

Initiative 2

Geilo est une destination durable officielle, reconnue comme telle avec un label norvégien. C'est le résultat d'un processus standardisé en vue d'intégrer la durabilité dans l'économie et l'identité locales. En effet, grâce à l'implication d'acteurs concernés publics et privés, la durabilité a été intégrée dans tous les secteurs économiques de la communauté, allant du secteur alimentaire jusqu'à l'organisation d'événements. Ce label durable a aidé Geilo à renforcer sa stratégie touristique et à promouvoir son identité et ses valeurs locales.

5 KEY MESSAGES OF THE DISCUSSION

1. Le profil des touristes n'est pas spécifiquement défini. Il s'agit d'individus, de propriétaires de secondes résidences, de skieurs, d'autostoppeurs, etc. Le message doit donc être décliné de manière plus précise dans l'approche de marketing et les différentes offres qui s'adressent aux différents types de touristes (offres adaptées aux différents groupes-cibles)
2. Le transport constitue un enjeu essentiel. Un mode de transport durable est nécessaire à la fois pour arriver à une destination ainsi que pour se déplacer une fois sur place. Le développement de la voiture électrique et du train est donc essentiel pour encourager un mode de transport durable.
3. La labellisation et la certification ont aussi leur importance mais ne sont pas encore organisées dans un cadre cohérent comme les principes directeurs d'un tourisme durable de l'Organisation mondiale du tourisme de l'ONU. Dans le cadre d'une enquête, les opérateurs touristiques ont indiqué qu'il serait utile de disposer d'un outil visible en matière de durabilité (60% des répondants) et que l'importance d'une certification visible augmentera encore dans les 5 années à venir (71% des répondants)
4. Les produits alimentaires locaux – tant dans les restaurants que dans les magasins – font aujourd'hui partie de l'offre touristique durable, combinant le développement local et la diversification par rapport aux activités de sports d'hiver.
5. L'implication de la collectivité locale et la promotion des valeurs et de l'identité locales font partie d'un tourisme durable.

ACTION POUR EUROMONTANA

Il faudrait tendre vers une certification internationale standardisée pour les destinations durables.



Session 4 : Bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation pour tirer parti du changement climatique

Atelier : Accessibilité des zones de montagne : le développement des services de transport durable et des TIC

Modérateur : Audrey Sinclair, Conseil d'Ecosse

VEUILLEZ TROUVER [ICI](#) LE RESUME DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1 : [Micropol : encourager le télétravail dans les zones rurales](#), Jean-Dimas Malot, Nièvre Numérique

Initiative 2 : [Move on Green : transport durable dans les zones rurales et de montagnes](#), Luis Munoz, Gouvernement provincial du Teruel

PRINCIPALES LEÇONS TIREES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1

L'absence de large bande passante à haute vitesse constitue un facteur-clé empêchant le développement des entreprises dans les régions de montagnes. L'isolement représente aussi une barrière pour les jeunes qui décideraient de rester ou de revenir dans les régions montagneuses, avec toutes les répercussions que ceci peut avoir sur la diminution du rôle des écoles et la perte d'autres facilités. Cette tendance peut être inversée en mettant à disposition des entités comme des Smart Work Centres (SWC ou « centres d'activités intelligents »), qui ne disposeraient pas seulement d'une bonne bande passante mais fourniraient la possibilité d'une coopération et d'un appui in-house aux entreprises, permettant ainsi une meilleure productivité. Les SWC sont particulièrement efficaces lorsqu'ils sont partagés entre les secteurs public et privé.

Initiative 2

Il est très difficile de vivre dans des régions montagneuses sans avoir accès à un véhicule, surtout que la plupart de ces régions sont mal desservies par les transports publics. Il faut une certaine mobilité, non seulement pour se déplacer des régions rurales vers les régions urbaines mais aussi pour se déplacer entre différentes régions rurales, surtout pour les personnes âgées. A partir des bonnes pratiques et des directives politiques, les solutions qui obtiendront le plus grand succès seront celles qui répondront le mieux aux conditions qui prévalent dans certaines régions et bien souvent, cela vaut la peine d'examiner et d'appliquer des idées innovantes.

5 MESSAGES-CLES DE LA DISCUSSION

Les participants ont discuté en groupes et ont souligné en particulier les points ci-dessous :

1. Transférer les compétences nécessaires au niveau de pouvoir le plus approprié en vue de proposer des solutions de transport innovantes pour tous. Le transport à la demande et le partage de véhicules sont des solutions intéressantes qui peuvent être développées aux niveaux local et régional.
2. Il faut non seulement réduire le nombre de véhicules vides mais aussi essayer de réduire le nombre total de déplacements pour éviter les émissions de CO₂ : l'utilisation d'alternatives en TIC permettrait aussi de proposer de nouvelles solutions (par exemple le développement de la télémédecine pour ne pas avoir à se rendre chez le médecin).
3. Aider à l'installation de la large bande à haute vitesse dans toutes les régions de montagnes avec des normes minimales pour tous (domestique, public et commercial).
4. Fournir des outils numériques et une formation en vue de retirer tous les avantages d'une meilleure bande passante (des avantages comme la télémédecine et la collecte de données détaillées sur le changement climatique).
5. Procurer des facilités telles que les Smart Work Centres et des possibilités pour les jeunes pour vivre, étudier, travailler et réussir dans les régions montagneuses et rurales.

ACTION POUR EUROMONTANA

Euromontana devrait promouvoir l'expansion de l'utilisation de voitures électriques (au niveau de la recherche et au niveau de l'utilisateur).

Il faudrait aussi encourager les communautés à rechercher leurs propres solutions en vue de surmonter les problèmes d'accessibilité des régions de montagnes, en essayant de sortir des sentiers battus pour trouver la solution la plus adaptées à leurs besoins.



Session 4 : Bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation pour tirer parti du changement climatique

Atelier : Innovation dans la gestion des risques naturels

Modérateur : Aashild Kjelsnes, Sogn of Fjordane

VEUILLEZ TROUVER [ICI](#) LES RESUMES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1 : [Planification, infrastructure physique et utilisation des sols : planifier pour augmenter ou pour réduire la vulnérabilité au changement climatique ?](#), Carlo Aall, chef de la recherche à l'Institut Norvégien de la Recherche, Professor en développement durable à l'Université Collège de Sogn of Fjordane

Initiative 2 : [FORRISK et PLURIFOR : management innovant des risques dans les forêts basques](#), Alejandro Cantero, HAZI

PRINCIPALES LEÇONS TIRÉES DES DEUX INITIATIVES

Initiative 1

Si l'on a constaté une augmentation des fortes précipitations et de la probabilité de catastrophes naturelles en Norvège au cours de ces dernières décennies, la capacité en matière d'aménagement du territoire s'est réduite par la même occasion dans les municipalités de petite et moyenne dimension. Le présent projet s'efforce d'identifier si une affectation du sol inadéquate, ou le changement climatique ou une combinaison de ces deux facteurs est à l'origine d'épisodes de catastrophes naturelles. Sur 10 événements analysés, 8 à 9 auraient pu être atténués par une meilleure planification, ce qui suggère que les responsables de l'aménagement du territoire doivent mieux faire en incorporant le changement climatique dans leur prise de décision. Pour y arriver, les lois et réglementations nationales doivent mieux intégrer le changement climatique dans les projets d'aménagement du territoire et les projets d'infrastructure, la capacité de planification locale et le contrôle doivent être améliorés, il faut des données de meilleure qualité, les priorités politiques doivent mieux intégrer le changement climatique et la connaissance doit être améliorée à tous les niveaux par rapport au changement climatique et aux risques qui l'accompagnent.

Initiative 2

FORRISK a réuni 12 partenaires publics du Portugal, d'Espagne, de France et du Royaume Uni pour examiner les risques (parasites et agents pathogènes, feux de forêts, dégâts dus au vent, hausse des températures) encourus par les forêts du fait du changement climatique. Les activités ont notamment porté sur l'élevage d'espèces au-delà de leur zone de répartition naturelle, la comparaison entre les pratiques actuelles en matière de gestion des forêts avec d'autres techniques d'adaptation au changement climatique et la mise en place d'un système de collecte de données et d'une base de données en vue de permettre un monitoring de la croissance des forêts, de leur santé et des cycles biologiques. Le projet a produit une analyse de risques, des outils de modélisation et des outils d'aide à la prise de décision pour les gestionnaires des forêts. Les forêts sont en danger mais une bonne collaboration en les secteurs public et privé, un financement suffisant, la recherche et une bonne gestion permettraient d'atténuer ce danger.

5 MESSAGES-CLES DE LA DISCUSSION

Les participants ont discuté en groupes et ont souligné en particulier les points suivants :

1. Les petites municipalités disposent souvent de petits budgets et sont peu à même de faire face à des catastrophes naturelles, à la fois en termes d'atténuation, d'adaptation et de réaction. Le financement, la formation et les ressources humaines sont nécessaires tout particulièrement dans les régions de montagnes.
2. L'accès à des données communes libres par-delà les secteurs et les disciplines concernant les dangers et les catastrophes naturelles permettrait un meilleur aménagement du territoire et une meilleure gestion des risques.
3. Les générations actuelles et futures doivent être éduquées par rapport aux risques, aux catastrophes naturelles et à l'atténuation du changement climatique ainsi qu'à l'adaptation à celui-ci dans les régions de montagnes. Cela inclut l'éducation d'une nouvelle génération de gestionnaires du risque et d'experts en changement climatique dans le cadre de programmes d'études interdisciplinaires.
4. Le changement climatique doit être intégré à tous les niveaux de l'analyse, la préparation et la réaction dans le cadre de la gestion du risque.
5. Les risques et les catastrophes naturelles ainsi que leur lien avec le changement climatique doivent être traités au niveau de l'Union et les ressources doivent être orientées spécifiquement vers les régions de montagnes où les risques et les catastrophes naturelles constituent également une menace pour les régions de plaines, par exemple en menaçant les ressources en eau.

ACTION POUR EUROMONTANA

Euromontana devrait se prononcer clairement en faveur de l'incorporation des régions de montagnes dans les politiques communautaires et les programmes qui concernent l'adaptation au changement climatique, l'éducation et la gestion des risques. Euromontana devrait souligner au niveau européen que les risques et les catastrophes naturelles liés au changement climatique dans les régions de montagnes menacent aussi les régions de plaines.

